

Compte rendu

Ouvrage recensé :

The Atlantic Council Working Group on the United States and Canada, *Canada and the United States : Dependence and Divergence*, Cambridge (Mass.), Ballinger Publishing Company, 1982, 345 p.

par Guy-Antoine Lafleur

Études internationales, vol. 14, n° 3, 1983, p. 582-584.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701560ar>

DOI: 10.7202/701560ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Dans cette perspective, cette première étude d'ensemble des rapports entre le Canada et l'Asie de l'Est depuis l'arrivée au pouvoir de M. Trudeau en 1968 arrive à point.

Après « une esquisse rapide » de l'arrière-plan historique des rapports du Canada avec l'Asie, l'auteur examine la brochure du Livre Blanc de 1970 consacrée au Pacifique, le document de travail préparatoire à cette brochure, et les procès-verbaux du comité sénatorial permanent sur les affaires étrangères afin d'identifier les intérêts et les objectifs que le gouvernement canadien s'engageait à poursuivre au début des années soixante-dix.

Dans les trois chapitres détaillés qui suivent, l'auteur examine les rapports du Canada avec trois partenaires principaux: le Japon, partenaire « obligé », la Chine, partenaire « courtisée », et l'Asie du Sud-Est, partenaire « négligée ». Il n'est guère étonnant que les échanges commerciaux reçoivent une attention considérable dans chacun des trois chapitres, qui consacrent également de nombreuses pages aux relations politiques et culturelles et à l'aide au développement. Suit un chapitre très bien documenté sur le problème controversé des réfugiés de l'Asie du Sud-Est.

Enfin, pour conclure, l'auteur présente un examen des options possibles pour la politique canadienne en Asie de l'Est, où il pose une question fondamentale: le Canada est-il prêt à jouer un rôle plus actif dans cette région? Le gouvernement d'Ottawa a affirmé à maintes reprises l'importance de la région pour le Canada et a donné son appui au concept de « Communauté du Pacifique ». Le problème tient à ce que le Canada n'est pas uniquement « puissance du Pacifique » mais aussi puissance atlantique, arctique, et américaine, et membre à la fois du Commonwealth et de l'Agence de coopération culturelle et technique. Comme le dit M. Hervouet, cette multiplication des vocations régionales aboutit « au refus d'en assumer plus particulièrement une seule » (p. 167). C'est également vrai qu'on ne s'entend guère sur la signification du concept flou de « Communauté du Pacifique ». Néanmoins, l'auteur termine sur une note optimiste en affirmant que « sur la base des structures établies, il y a tout lieu de croire

que l'on pourra observer dans un futur proche une orientation désormais plus asiatique dans la politique étrangère canadienne » (p. 183).

Gérard Hervouet nous offre un excellent tour d'horizon du sujet et une analyse bien réfléchie du Canada « face à l'Asie de l'Est ». Étant donné l'absence d'une étude identique en langue anglaise, l'éditeur et l'auteur devraient envisager la publication d'une version anglaise de cet ouvrage très utile.

Bruce BURTON

*Département de science politique
Université de Windsor*

The Atlantic Council Working Group on the United States and Canada, *Canada and the United States: Dependence and Divergence*, Cambridge (Mass.), Ballinger Publishing Company, 1982, 345 p.

Les relations entre le Canada et les États-Unis ont pris ces dernières années une importance de plus en plus grande tant au plan strictement diplomatique qu'à celui du débat public. L'ampleur de ces relations, leur diversité de même que leur technicalité font pourtant qu'il est excessivement difficile, même pour des initiés, de suivre ce dossier. La documentation y est abondante mais hélas trop éparpillée.

L'ouvrage que nous présente le groupe de recherche de l'« Atlantic Council on the United States and Canada » apparaît donc dans ce contexte non seulement comme des plus intéressants mais en plus comme répondant à un véritable besoin. De par les différents sujets qui y sont abordés, cet ouvrage nous offre une mise au point de l'évolution des dossiers les plus importants qui affectent les relations entre le Canada et les États-Unis.

On y retrouve notamment traités en profondeur des sujets aussi complexes que ceux de l'énergie, des investissements, des relations commerciales, de l'environnement et de la défense.

Chacun de ces sujets fait l'objet de chapitres particuliers dans le cadre de cet ouvrage et

tous sont abordés dans une perspective d'actualité appuyée sur une présentation historique qui contribue grandement à faire ressortir l'évolution de ces différents dossiers à la lumière des changements d'orientation de politiques internes propres à chacun de ces États.

De plus, qu'il s'agisse d'énergie, de politique de défense, de relations commerciales ou d'investissements, les auteurs ont aussi été soucieux de placer leur analyse dans une perspective qui a su mettre en relief l'évolution de la conjoncture internationale et de son impact sur l'ensemble des relations entre le Canada et les États-Unis.

Une telle présentation avec toutes les exigences que cela implique tant au plan des données empiriques qu'à celui des particularités spécifiques de certains accords bilatéraux aura par contre contribué à rendre la lecture de ces différents textes quelque peu fastidieuse. Moins critique que commentaire, cette remarque vise surtout à attirer l'attention sur certains passages dont la lecture est parfois très lourde.

À ceci il convient d'ajouter une autre faiblesse de l'ouvrage qui n'affecte en rien sa valeur intrinsèque, et qui se situe au niveau de certaines répétitions que l'on retrouve à l'intérieur des différents chapitres. Je citerai à titre d'exemples l'importance accordée au FIRA et au NEP que l'on retrouve à la fois à l'intérieur des chapitres traitant de l'énergie, des investissements et des relations commerciales. Il était sans doute difficile pour les différents auteurs de traiter leurs sujets spécifiques sans aborder à chaque fois les spécificités du FIRA et du NEP compte tenu de l'interrelation étroite qui existe entre ces différents sujets; mais il n'en demeure pas moins que le retour constant à cette Agence de contrôle des investissements étrangers et à ce Programme national en matière d'énergie donne au texte une allure répétitive non nécessaire.

De plus il convient d'attirer l'attention sur le fait que l'ensemble de cet ouvrage collectif voulait surtout faire le point sur les relations entre le Canada et les États-Unis à un moment précis de leur histoire et ce en prenant en considération certaines données spécifiques

dont la pertinence valait au moment de la rédaction de ces différents textes. Cette qualité de l'ouvrage devient une de ces faiblesses dans la mesure où à peine un an après sa parution, certains propos tenus par les auteurs ou certaines données spécifiques sont déjà dépassés. À titre d'exemples, je citerai les propos tenus à la p. 38 sur le rôle du gouvernement fédéral canadien qui contrairement à ce qu'affirment les auteurs se renforce actuellement au plan de l'éducation supérieure. Il en est de même d'ailleurs des propos tenus à la page 52 en ce qui concerne la politique ferroviaire dans l'Ouest canadien et de la présentation en page 164 de M. Herb Gray comme ministre fédéral de l'Industrie et du Commerce, fonction qu'il n'assume plus depuis environ un an. Ces quelques inexactitudes étant presque inévitables, elles n'affectent donc en rien la valeur scientifique de cet ouvrage.

Enfin, on ne saurait terminer la recension d'un tel ouvrage sans mentionner l'importance accordée par les auteurs à l'évolution éventuelle de la société canadienne qui selon eux pourrait apparaître dans les années 1990 comme une « community-of-communities ».

Bien qu'il faille convenir que l'ouvrage n'ait peut-être pas accordé toute l'importance que l'on aurait souhaitée aux relations fédérales provinciales, il n'en demeure pas moins que cette vision du Canada de l'avenir m'apparaît à la fois réaliste et plausible.

Le plus grand avantage d'une telle présentation contribuera sans aucun doute à mieux faire saisir au public américain un élément indispensable à une meilleure compréhension de la société canadienne. De plus, cet ouvrage comprend un chapitre complet sur l'évolution de la société québécoise et de la perception qu'en ont les anglophones et les Américains. L'inclusion d'un tel chapitre à l'intérieur d'un ouvrage de ce genre était sans aucun doute nécessaire et contribuera largement à mieux faire comprendre le Québec aux Américains.

Bien que destinées d'abord et avant tout aux Américains, les données comprises dans ce livre et l'analyse qui en est faite, font de

cet ouvrage un instrument de travail et une source d'information indispensables à quiconque s'intéresse à l'avenir du continent nord-américain, qu'il soit américain, canadien ou québécois.

Guy-Antoine LAFLEUR

Département de science politique
Université Laval

AFRIQUE

WESTERLUND, David, *From Socialism to Islam? Notes on Islam as a Political Factor in Contemporary Africa*. Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies Coll. « Research Report No. 61, » 1982. 66 p.

Dans son premier chapitre, Westerlund explique ce qu'il entend par « socialisme » et par « Islam » dans le contexte de son ouvrage. Pour Westerlund, le « socialisme africain » refuse le concept de base du socialisme marxiste, la lutte des classes. Ainsi, ce socialisme prône l'unité nationale pour un développement harmonieux. L'égalité est un objectif proclamé mais devrait être accompli par le partage plutôt que par l'abolition de la propriété privée. En conséquence, les économies africaines dites « socialistes » sont mixtes et caractérisées par la nationalisation partielle, la planification centrale et le régime d'un seul parti. Lorsque Westerlund utilise le terme « Islam », il se réfère à l'Islam « fondamentaliste » ou « intégriste ». Les musulmans intégristes considèrent l'Islam comme un ordre social intégral. Ainsi, cet Islam fournit une réponse à toutes les questions possibles. Ces réponses se trouvent dans les deux sources du Quran et des collections de nouvelles sur la vie du Prophète et il n'y a qu'à faire l'effort de comprendre ces textes pour trouver les réponses nécessaires aux questions de vie sociale.

Le deuxième chapitre prend pour objectif de tracer l'évolution de ce « socialisme » et ses relations avec « l'Islam » en Afrique. L'auteur divise ce chapitre en deux sections pour traiter des pays du nord de l'Afrique séparément des pays au sud du Sahara. Et

là, l'auteur commet au moins deux erreurs épistémologiques. D'une part, il identifie le « socialisme islamique » aux pays du nord de l'Afrique et il identifie le « socialisme islamique » aux pays au sud du Sahara. Il arrive à la conclusion suivante que « les socialismes islamique et africain sont essentiellement identiques... parce que les deux furent formulés et soutenus, en grande majorité, par des musulmans » (p. 13). D'autre part, l'auteur ne définit pas ce qu'il entend par « socialisme islamique » et ne trace pas les relations avec « l'Islam intégriste » traité le premier chapitre.

Dans le troisième et dernier chapitre, l'auteur propose de tracer le mouvement qu'il perçoit à partir du « socialisme » vers l'Islam « intégriste ». Quatre facteurs agissent sur ce mouvement :

- 1) le « socialisme », prônant l'unité nationale à tout prix, ne pouvait aboutir que dans des régimes bureaucratiques et répressives sans assise dans les classes de travailleurs ou parmi les masses de paysans ; en somme, le « socialisme » fut un échec.
- 2) le progrès modelé sur l'Occident est vécu comme expérience qui aliène les valeurs traditionnelles.
- 3) le lien entre religion et politique fait partie des traditions africaines et la séparation entre « église et état » leur est étrangère.
- 4) la richesse pétrolière de certains pays islamiques leur permet d'augmenter les efforts missionnaires. Cette richesse est perçue en tant qu'expression de la bienveillance divine qui légitime ces régimes.

L'auteur termine son ouvrage sur une note d'ambiguïté. Dans les pays au nord de l'Afrique, il perçoit des changements de politique qui renversent la tendance « socialiste » vers une tendance « intégriste ». Par contre, dans les pays de l'Afrique « noire », il trouve que plusieurs facteurs militent contre le succès de l'Islam intégriste. Cette conclusion surprend car elle va à l'encontre du deuxième chapitre où l'auteur constatait la similarité entre les deux contextes.

En conclusion, Westerlund nous présente une étude qui est très intéressante par les